



Conférence du désarmement

Intervention de Sophie Wilmès, Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur

Genève, 22 février 2021

Monsieur le Président,
Excellences,

Permettez-moi d'abord, M. l'Ambassadeur Gonçalo Mello Mourao, de vous féliciter pour votre accession à la Présidence de la Conférence du désarmement. Je vous assure du soutien de la Belgique dans vos travaux et vous souhaite plein succès.

Permettez-moi également de remercier chaleureusement chacun des membres du P6+2 pour l'intense coopération visant à parvenir à l'adoption d'un programme de travail à laquelle la Belgique a été associée cette année en tant que 1^{ère} Présidence de la Conférence.

Je regrette profondément qu'il n'ait pas été possible d'adopter ce programme de travail sous notre présidence mais je réitère ma totale confiance en votre leadership, M. le Président, et en la capacité du Brésil pour sortir la Conférence de l'impasse. J'appelle tous les Etats à poursuivre sans relâche leurs efforts en ce sens.

L'absence d'un accord sur le programme de travail de la Conférence du Désarmement impacte gravement la crédibilité des institutions multilatérales. Cela nous expose à des initiatives déconnectées de la réalité qui affaiblissent le but poursuivi par nos efforts. Il en va de notre responsabilité à tous de s'engager pour le maintien d'un système multilatéral fort qui doit produire des résultats.

M. le Président,

L'année 2021 a commencé avec un accomplissement remarquable, la prolongation du traité New START. Cette importante contribution à la stabilité stratégique a coupé court aux craintes d'une nouvelle course aux armements. La décision démontre que le contrôle de l'armement joue un rôle irremplaçable en tant que mesure de confiance et que des résultats concrets sont possibles, même en temps d'insécurité croissante et de méfiance profonde entre les grandes puissances.

Paralysée depuis trop longtemps dans l'exécution de son mandat, la Conférence du désarmement doit s'inspirer de cet accord entre les Etats-Unis et la Russie. En effet, le succès de la Conférence dépend de la volonté de chaque membre d'assumer pleinement sa responsabilité dans l'effort commun visant à rendre le monde plus sûr et plus prospère en accélérant le désarmement.

Cette responsabilité s'étend également aux questions de procédure et de fonctionnement. Nous regrettons l'action de certains membres contre la participation d'autres Etats à nos travaux en tant qu'observateurs. Cette action constitue une atteinte grave aux principes d'un multilatéralisme effectif et inclusif.

Monsieur le Président,

En cette année de Conférence d'examen, mon pays réitère son attachement au Traité de non-prolifération des armes nucléaires. Le TNP n'est pas seulement un rempart irremplaçable contre le risque de prolifération. Il constitue également l'expression de notre aspiration à un monde sans armes nucléaires. Cette aspiration se fait de plus en plus forte au sein de la communauté internationale et nous devons y être sensible pour être à la hauteur des attentes et engranger des progrès tangibles.

Ce monde libre d'armes nucléaires ne sera construit que sur base de l'apport de tous les Etats et en premier lieu des Etats possesseurs d'armes nucléaires. A cet égard, il importe que l'Inde, Israël et le Pakistan rejoignent le TNP sans délai et sans préconditions.

Nous encourageons les Etats-Unis et la Russie à saisir l'opportunité offerte par la prolongation de New START afin d'entamer des négociations visant à diminuer le nombre d'armes nucléaires dans toutes les catégories. Nous soutenons la réduction d'un tiers de l'arsenal stratégique déployé par ces deux Etats et appelons à rééquilibrer les arsenaux non-stratégiques dans le cadre d'une politique de démantèlement effective. Des efforts supplémentaires sont attendus de tous les Etats dotés de l'arme nucléaire pour la réduction du rôle accordé aux armes nucléaires dans la doctrine militaire et pour la réduction des risques nucléaires.

Nous saluons les mesures de réduction des stocks et des vecteurs prises par le Royaume-Uni et la France ces dernières décennies. Nous encourageons la Chine, seul Etat doté de l'arme nucléaire qui développe encore son arsenal nucléaire, à s'inspirer de ces exemples et à revoir sa politique d'accumulation. Un moratoire de la Chine concernant la production de matière fissile à des fins militaires et une transparence accrue concernant sa doctrine et posture constitueraient également des pas positifs.

Un monde sans armes nucléaires ne verra pas le jour dans un monde où des essais nucléaires sont conduits. S'il se déclare en faveur du désarmement nucléaire, aucun Etat ne peut refuser d'accéder au Traité d'interdiction complet des essais nucléaires. Cela vaut de surcroît pour les Etats adhérant à un Traité qui déclare interdire l'arme nucléaire.

Un désarmement sans contrôle mène à un désarmement sans confiance. Les traités comme le TICE et New START contiennent des mesures de vérification multiformes. La vérification du désarmement nucléaire nécessite l'établissement de nouvelles techniques et procédures. Plusieurs initiatives se consacrent à cette tâche et la Belgique contribue activement aux efforts de l'une d'entre elles, à savoir le Partenariat international établi par les Etats-Unis. Cette expertise technique doit rapidement être mise à profit pour ouvrir la voie à des progrès et des engagements politiques significatifs en matière de désarmement.

Je vous remercie.